

Point de vue. Driss KHROUZ.

La COP27.

La 27^{ème} Conférence des parties (COP), organisée par l'Organisation des Nations–Unies à Charm-Cheikh en Egypte, prévue du 6 au 18 novembre, s'est terminée le 20 novembre à l'aube.

Elle s'inscrit dans les cycles des conférences organisées dans des pays différents sous l'égide de l'ONU. Le protocole de Kyoto et surtout l'accord de Paris constituent le socle de référence de cette stratégie mondiale de lutte contre le réchauffement climatique pour atteindre les objectifs du développement durable fixés par les Nations unies.

La genèse de ce processus qui prend appui sur le protocole de KYOTO, signé en décembre 1997 et entré en vigueur en 2005, a pour but ultime de lutter contre le réchauffement climatique de la Planète par la réduction des gaz à effet de serre.

Elle réunit les pays signataires de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

C'est un accord international qui détermine les principes et les trajectoires dans ce sens, nonobstant sa non-signature par un certain nombre de pays. Pour la première fois, la communauté des nations du monde prend acte de la gravité de la détérioration des conditions de la terre et s'engage à y remédier par des actions et politiques volontaristes concrètes et scientifiquement validées par les experts et les recherches scientifiques reconnues.

La COP21 qui s'est tenue à Paris en décembre 2015 a adopté un traité international juridiquement contraignant sur la lutte contre les changements climatiques néfastes à la nature et à l'environnement. Adopté par 196 pays, il est entré en vigueur pendant la COP22 organisée à Marrakech en décembre 2016. L'objectif majeur de ce traité, conclu à Paris et mis en application à Marrakech, est de ramener l'indicateur du réchauffement climatique à un niveau inférieur à 2 degrés Celsius par rapport au niveau préindustriel, de préférence à 1,5 degré.

La COP27 s'est tenue à un moment de grande tensions politiques, énergétiques, sociales et environnementales. La guerre en Ukraine, les crises énergétiques, alimentaires, climatiques et sociales ont totalement dominé la forme et le contenu des débats. Les élections américaines de « Midterms 2022 », qui ont conforté et renforcé la position du président Joseph Biden, ainsi que la réélection à vie à travers un troisième mandat du président chinois Xi Jinping, ont façonné un nouveau contexte géostratégique. La COP27 porte les empreintes de ces événements.

La conférence qui peut être jaugée à travers la métaphore du verre à moitié plein ou bien à moitié vide ne peut pas donner ni mieux ni plus.

L'ambiance est radicalement différente de celle de la COP à Paris, de la COP à Marrakech ou encore de celle de la précédente COP26 à Glasgow en 2021.

196 pays, 110 chefs d'Etats ou de gouvernements et 40. 000 acteurs accrédités, acteurs politiques, négociants et acteurs civils non étatiques, ont débattu dans une centaine de pavillons.

La conférence en question devait évaluer et valider les résultats des engagements pris par les parties à Paris et Co-codifiés à Marrakech.

En effet, le traité international prévoit que toutes les cinq années et à partir de 2020, les pays doivent soumettre à la Conférence leurs « plans d'action climatique » désigné par « contributions nationales déterminées », dit en anglais : (NDC).

Le contexte géopolitique international et la nature des problèmes à l'ordre du jour ont rendu les négociations difficiles et influencé le déroulement et l'organisation des débats. La clôture, prévue le 18, n'a finalement eu lieu que le 20 à l'aube dans une grande tension et fatigue générale des participants !

La COP est loin d'avoir répondu aux urgences climatiques, nutritionnelles, énergétiques et environnementales. Elle n'a pas non plus répondu aux recommandations de la COP26 en Ecosse en 2021. Elle a esquivé le grave problème des énergies fossiles et des autres causes du réchauffement climatique, comme l'agriculture industrielle et l'alimentation.

Quelques 636 lobbyistes des industries polluantes et surtout du pétrole, du gaz naturel et du charbon ont reçu l'accréditation et sillonné à leur guise pavillons, antichambres et grands hôtels !

Alors que les conclusions du groupe d'experts internationaux sur l'évolution du climat (GIEC) prévoient le pic des émissions des gaz à effet de serre au plus tard en 2025, les résolutions de la COP27 n'ont abouti à aucune avancée sur ce grave problème qui constitue pourtant la substance des traités et accords antérieurs. Le texte mentionne : « la suppression progressive des subventions inefficaces pour les combustibles fossiles ».

Aucune mention des effets de l'agriculture et de l'alimentation ne figure dans la résolution finale, alors que ces dernières contribuent pour un tiers des émissions mondiales des gaz à effet de serre !

L'accord sur la mise en place du fonds pour « pertes et dommages » en faveur des « pays les plus vulnérables » touchés par les effets du réchauffement climatique, constitue malgré tout une grande avancée.

Une quarantaine de pays se sont engagés à contribuer à son financement initial pour un montant global de 350 millions de dollars.

La Chine, deuxième puissance économique du monde et grand champion (avec les Etats-Unis) des productions du gaz à effet de serre, est encore classée dans la catégorie des pays en développement ; n'est-elle donc pas soumise aux obligations qui incombent aux riches pollueurs ?

La conférence des Nations unies sur le changement climatique et ses impacts dévastateurs constituent une grande avancée. Ils cristallisent les forces et les faiblesses de toute concertation multilatérale face à la souveraineté des Etats et à la divergence des intérêts des nations et du capitalisme mondial.

Sans constituer un grand progrès sur le long et périlleux chemin pour sauver la terre des effets dévastateurs immédiats, la COP27 n'en constitue pas moins un moment important dans la pression sur les pollueurs.

Le contexte de la crise de l'énergie, des froids de l'hiver, de la guerre en Ukraine, des crises alimentaires et des retours au pétrole, au gaz naturel et au charbon, constitue une contrainte majeure qui a réduit ses ambitions.

Le relais est passé à la COP28 qui sera organisée dans un an à Dubaï.

Reste à espérer que le contexte géopolitique mondial soit plus propice à des décisions et à des actions plus audacieuses et plus justes.

Rabat le 29 novembre 2022.

